



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1129
30 novembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ARABE

LETTRES IDENTIQUES DATÉES DU 29 NOVEMBRE 1998, ADRESSÉES AU
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR
LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'IRAQ AUPRÈS DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre datée du 26 novembre 1998, qui émane de M. Mohamad Saïd Al-Sahaf, Ministre des affaires étrangères de la République d'Iraq, et qui contient un échantillon de réclamations abusives et futiles et masquant des visées politiques dont le but est de nuire au peuple iraquien figurant dans le rapport de la Commission d'indemnisation des Nations Unies en date du 8 juillet 1998 (S/AC.26/1998/R.22).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Nizar HAMDOON

ANNEXE

Lettres identiques datées du 26 novembre 1998, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Ministre iraquien des affaires étrangères

J'ai l'honneur de me référer à nos deux lettres publiées successivement sous les cotes S/1997/587 et S/1998/910 et datées respectivement du 30 août 1997 et du 1er octobre 1998, dans lesquelles figure un échantillon de réclamations présentées par des gouvernements (de catégorie "E" et "F") à la Commission d'indemnisation des Nations Unies, et contenues dans le vingt-quatrième rapport établi à l'intention du Conseil d'administration de la Commission susmentionnée par le Secrétaire exécutif de cette instance (document S/AC.26/1998/R.22, daté du 8 juillet 1998), réclamations dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles revêtent un caractère abusif, qu'elles reposent sur des allégations futiles, qu'elles sont dénuées de tout fondement juridique et qu'elles sont sous-tendues par des objectifs politiques dont le but principal est de nuire au peuple iraquien, d'empêcher la satisfaction de ses besoins essentiels, de porter atteinte à ses intérêts fondamentaux et de s'enrichir illicitement à ses dépens en cherchant délibérément à l'appauvrir et à l'empêcher d'exercer son droit à la vie et au développement. Cette attitude est non seulement contraire aux règles les plus élémentaires du droit international et aux principes de justice et d'équité, mais elle contrevient aussi aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, dont la résolution 687 (1991) qui, en matière d'indemnisation, stipule qu'il est nécessaire de prendre en considération les besoins du peuple iraquien, la capacité de paiement de l'Iraq et son aptitude à pourvoir aux besoins de son économie.

Le rapport du Secrétaire exécutif de la Commission d'indemnisation dont il est fait mention plus haut présente un échantillon de réclamations aussi extravagantes qu'irrégulières dont on trouvera ci-après quelques exemples et que l'on a reproduites telles quelles :

Paragraphe 25 : "Un requérant demande à être indemnisé pour le fait que le Gouvernement iraquien a cessé d'être son client à la suite de l'invasion. Il s'agit d'une entreprise d'ébénisterie et de fabrication de mobilier contemporain qui, en 1990, a été engagée par le Gouvernement iraquien pour réaliser des travaux à l'intérieur d'un palais présidentiel en Iraq. Le requérant avait totalement achevé ses travaux au titre des deux contrats conclus avec le Gouvernement avant 'l'invasion' et, pendant cette période, n'a travaillé pour aucun autre client ni sur aucun autre projet 'en raison de l'importance du contrat' relatif au palais présidentiel."

Paragraphe 26 : "Avant l'invasion, le requérant comptait pouvoir conclure ultérieurement de nouveaux contrats avec le Gouvernement iraquien. Or, par suite de l'invasion du Koweït par l'Iraq, les négociations relatives à ces futurs contrats ont pris fin."

Paragraphe 27 : "Le requérant affirme que, lorsque le Koweït a été 'envahi', il a perdu le Gouvernement iraquien comme client car toutes les communications avec l'Iraq ont été interrompues et aucun autre paiement n'a été reçu au titre des contrats relatifs au projet. Il demande à être indemnisé pour

/...

ce qu'il qualifie de 'perte d'un client exclusif'. Le requérant a calculé le montant de sa perte sur une période de trois ans à compter de la date de l'invasion du Koweït et a inclus dans les calculs un élément correspondant à son manque à gagner."

Paragraphe 29 : "Le requérant demande également à être indemnisé pour les dépenses liées au licenciement d'un certain nombre de ses salariés qui, à ses dires, n'étaient pas adaptés au marché intérieur du pays du siège de l'entreprise, car ils étaient tous spécialisés dans les besoins du marché iraquien. Le requérant fait donc valoir qu'après avoir perdu l'Iraq comme client il a dû mettre à pied ses employés, ce qui a entraîné des pertes pour son entreprise. Les questions qui se posent en l'occurrence sont similaires à celles qui sont présentées au paragraphe 28 ci-dessus."

Paragraphe 31 : "Un requérant a prétendu que sa cessation permanente d'activité serait imputable à plusieurs facteurs : 1) départ du personnel de direction, qui n'a pas pu revenir; 2) perte de tous les salariés de l'entreprise; 3) vol de la plupart des machines, véhicules et équipements; 4) dommages considérables subis par les bureaux et ateliers; 5) annulation de contrats en raison de l'invasion et de l'occupation iraqiennes; et 6) problèmes financiers. Le requérant a présenté une réclamation pour manque à gagner portant sur la période du 2 août 1990 au 31 décembre 1992."

Paragraphe 32 : "Plusieurs requérants qui louaient des véhicules à des particuliers et des entreprises avant le 2 août 1990 ont fait appel à des avocats pour en obtenir la restitution après le 2 mars 1991. Les avocats se sont également employés à recouvrer les dettes non réglées par ces clients en leur adressant des lettres et en engageant une procédure juridique. Outre l'indemnisation demandée au titre des honoraires des avocats, certains requérants sollicitent le remboursement des frais généraux de leurs services juridiques pour la période durant laquelle ceux-ci s'appliquaient principalement à recouvrer des créances douteuses liées, d'après eux, à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq."

Paragraphe 34 : "Un requérant déclare être propriétaire d'un immeuble comprenant plusieurs appartements qui étaient tous loués avant l'invasion. À la suite de celle-ci, la plupart des locataires sont partis. À la fin de l'occupation iraquienne, le requérant a tenté de recouvrer les loyers dus par les locataires durant cette période. Il n'a pu récupérer ni les sommes en question ni le loyer correspondant aux trois mois qui ont suivi la fin de l'occupation. Il affirme ne pas avoir été en mesure de percevoir ces loyers parce que le Gouvernement koweïtien avait annoncé que tous les contrats, y compris les contrats de location, étaient annulés à compter du 2 août 1990, s'agissant d'un cas de force majeure. Par ailleurs, vu le grand nombre de logements vacants au Koweït à la fin de l'occupation iraquienne, le requérant n'a pas pu contraindre les locataires à payer leur loyer pour la période antérieure, car ils menaçaient de partir pour s'installer ailleurs. Il fait valoir que, pour réduire ses pertes, il s'est efforcé de garder ses locataires en abaissant le montant des loyers. Ceux-ci n'ont pas pu être perçus pendant les trois premiers mois qui ont suivi la fin de l'occupation iraquienne, l'immeuble étant privé d'électricité et d'eau. Un autre requérant affirme qu'après l'occupation le marché de l'immobilier a connu une dépression et que le

/...

niveau des loyers et les taux d'occupation des logements ne se sont que très lentement redressés."

Paragraphe 48 : "Un requérant – d'une organisation à but non lucratif dont les dépenses de fonctionnement étaient financées à l'aide de contributions volontaires versées par diverses entreprises koweïtiennes – demande à être indemnisé, entre autres, pour le non-versement desdites contributions."

Paragraphe 56 : "Un autre requérant avait détruit des biens appartenant au Gouvernement, notamment des casques, des étuis de revolver, des vestes, des gilets pare-balles, un mât pour drapeau, du matériel vidéo et des masques à gaz, qui se trouvaient dans son ambassade au Koweït, afin d'empêcher les forces militaires irakiennes d'invasion d'en faire mauvais usage."

Paragraphe 57 : "Les responsables de l'ambassade d'un requérant se sont vu intimer l'ordre par les militaires irakiens d'évacuer leur personnel du Koweït et de l'Iraq au cours du dernier trimestre 1990. Une oeuvre de bienfaisance privée a monté pendant trois jours, en septembre 1990, une opération de secours dans un aéroport international du requérant afin d'aider les rapatriés qui arrivaient de la région du golfe Persique sur des vols affrétés spécialement. Le requérant a remboursé cette association caritative des dépenses qu'elle avait encourues en fournissant ses services aux rapatriés. Ce remboursement couvrait les traitements de deux agents pendant les trois jours en cause, le coût de la nourriture et des jouets qui avaient été distribués aux rapatriés et les factures de téléphone relatives à l'opération."

Paragraphe 58 : "Après l'invasion du Koweït par l'Iraq, les nationaux d'un requérant se sont réfugiés dans son ambassade au Koweït afin d'éviter d'être utilisés comme "boucliers humains" par les forces irakiennes. Près de 200 citoyens de l'État requérant vivaient dans les bâtiments de l'ambassade qui n'en logeaient normalement que sept. En raison de ce surpeuplement, le requérant a eu des difficultés à maintenir des normes sanitaires minimales. Dans les trois semaines qui ont suivi l'invasion, la plupart de ces personnes ont été autorisées à rentrer chez elles. Conformément au plan national de ce requérant, son centre de lutte contre les maladies a envoyé des représentants dans les aéroports où atterrissaient les vols d'évacuation officiels pour s'assurer qu'aucun de ces rapatriés ne souffrait de maladies transmissibles, eu égard à l'insalubrité des conditions dans lesquelles ils avaient vécu dans leur ambassade au Koweït. Le requérant demande à être indemnisé de ces coûts de quarantaine et d'inspection."

Paragraphe 68 : "Les forces armées jordaniennes ont mis à disposition des stations médicales mobiles qui ont fourni des services médicaux gratuits aux évacués qui s'enfuyaient de l'Iraq et du Koweït. De ce fait, ces centres mobiles ont subi un manque à gagner. Les forces armées demandent en outre à être remboursées des coûts opérationnels de ces stations médicales mobiles au titre des "fournitures consommées ou perdues" ainsi que des dégâts subis par l'une de ces stations mobiles après avoir parcouru plus de 200 kilomètres sur des routes sans revêtement pour atteindre des évacués ayant besoin d'assistance."

Paragraphe 69 : "Le Ministère des travaux publics et du logement demande à être indemnisé du coût de la construction et de la réfection de certaines routes, de 1991 à 1996. Le requérant affirme que ces routes ont été endommagées par la circulation de plus d'un million de rapatriés et d'évacués."

Paragraphe 71 : "En 1991, la Direction générale de la défense passive a construit deux nouvelles bases de défense passive pour protéger la population sédentaire de Jordanie, qui augmentait en raison de l'afflux des rapatriés. Le requérant demande à être indemnisé des frais d'entretien de ces bases, du matériel opérationnel tel que les camions de lutte contre l'incendie et les ambulances, ainsi que du coût de la formation et de l'équipement des réservistes et des volontaires dans la période allant de 1991 à 1995."

Paragraphe 72 : "La Direction de la sécurité publique demande à être indemnisée des services de police qu'elle a fournis à la population en augmentation du fait de l'afflux des réfugiés. La réclamation porte sur le coût du recrutement de nouveaux agents de police et de la construction de nouveaux postes de police dans la période allant de 1990 à 1995."

Paragraphe 75 : "Le Ministère de l'éducation demande à être indemnisé de l'accroissement du coût de la fourniture d'une éducation primaire et secondaire aux rapatriés dans la période allant de 1990 à 1995. Les dépenses encourues comprennent le coût de la construction et du fonctionnement de nouvelles écoles, les traitements du personnel, le coût de l'électricité, du carburant, de l'eau, des livres et des fournitures scolaires, du loyer de salles de classe supplémentaires et des communications téléphoniques. Le requérant demande aussi à être remboursé des coûts de formation visant à améliorer les aptitudes des instituteurs et inspecteurs d'éducation nouvellement recrutés 'qui possédaient une formation théorique ou pratique insuffisante'."

Paragraphe 76 : "Le Ministère de l'enseignement supérieur demande à être indemnisé de la fourniture d'un enseignement supérieur aux étudiants rapatriés. Le requérant demande en outre à être remboursé du montant des bourses d'études octroyées aux étudiants rapatriés pour la période allant de 1990 à 1996, mais non versées en raison des difficultés financières rencontrées par la Jordanie du fait de l'invasion du Koweït par l'Iraq. Le requérant demande en outre à être remboursé du coût de la construction d'une nouvelle université, ce qui se justifie selon lui par le fait qu'elle était rendue nécessaire par l'augmentation de la population étudiante provoquée par l'afflux de rapatriés, même si les fonds manquaient pour répondre à cette augmentation."

Paragraphe 81 : "La municipalité d'Amman demande à être indemnisée de l'augmentation de diverses dépenses et de divers services municipaux causée par la réinstallation permanente d'une grande partie des rapatriés dans la capitale jordanienne. La réclamation porte sur le coût de la planification de la circulation, des expropriations, de la construction de trottoirs, de la réfection des routes, de la construction de bibliothèques, de 'l'acquisition d'ordinateurs et de la réalisation d'études informatiques'."

Les réclamations dont il est fait mention plus haut sont analogues à celles dont nous avons fait état dans nos précédentes lettres sur la question. Elles ne font que masquer des tentatives d'enrichissement illicites aux dépens de

/...

l'Iraq et contreviennent de ce fait aux résolutions du Conseil de sécurité. En outre, elles s'enchaînent sans fin et sont tout à fait déraisonnables, contrairement à ce que prescrivent les règles du droit international et les précédents internationaux. Y faire droit ouvrirait la voie à toutes sortes de revendications outrancières et factices. Il est surprenant que la Commission d'indemnisation des Nations Unies accepte de se pencher sur des requêtes de ce type qui, comme nous l'avons indiqué plus haut, sont arbitraires et futiles.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Ministre des affaires étrangères
de la République d'Iraq

(Signé) Mohamad Saïd AL-SAHAF
